

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCA TERRES DU SUD

Place de l'hôtel de ville
Place de l'hôtel de ville
47320 Clairac

Références : IC/SM/UbD24-47/2026/079
Code AIOT : 0100283190

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement SCA TERRES DU SUD implanté Route de Marmont Pachas – 47390 Layrac. L'inspection a été annoncée le 10/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été menée dans le cadre du plan de contrôle de la DREAL, qui a été destinataire du rapport de contrôle de l'APAVE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA TERRES DU SUD
- Route de Marmont Pachas – 47390 Layrac

- Code AIOT : 0100283190
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Vigneau de LAYRAC du groupe Terres du Sud est spécialisé dans le stockage de céréales.

Le site est une installation classée à DC pour les rubriques 2160 et 4718 de la nomenclature des installations classées.

2160-1b : silos plats 11 000 m³ DC

4718 2b : stockage de gaz = 48 T DC

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-75-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 1	Sans objet
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I §1.1.2	Sans objet
3	Accès au site	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I 2.5	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I §4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'est pas en capacité de réaliser tous les travaux pour se mettre en conformité et a donc choisi de réduire ses activités dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Situation administrative
Prescription contrôlée : Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la

rubrique n° 2160 sont soumises aux dispositions de l'annexe I. Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice des Risques accidentels législations.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant indique avoir demandé le déclassement du site par courrier adressé à la Préfecture. Il a été transmis postérieurement à l'inspection, mais date du 23/10/2025 et précise :

- rubrique 2160 : la capacité sera limitée à 4 900m³ par une butée du chariot de remplissage à mi-longueur (au lieu des 11 000 m³ prévu).
- rubrique 4718: la cuve sera vidée, dégazée et démantelée par le fournisseur et l'abonnement de fourniture de gaz sera résilié au 30/10/2025.

L'inspection a constaté qu'un taquet a été vissé et soudé sur le transporteur pour bloquer le chariot de remplissage afin qu'il ne remplisse pas la totalité du silo.

Le jour de l'inspection, le silos était vide.

L'inspection a constaté que la cuve de gaz (propane) est dans un périmètre clôturé et fermé à clé par PRIMAGAZ.

La réduction du stockage de céréales en dessous du seuil et l'arrêt du séchage ont été réalisés afin de ne plus relever de la nomenclature définie à l'article R. 511-9, pour les rubriques 2160 et 4718.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I §1.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.

Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.

Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ".

L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.

Constats :

L'exploitant présente les 2 rapports APAVEdu 23/12/24 du dernier contrôle périodique réalisé le 11/12/24, pour les rubriques 2160 (Numéro de rapport : 1344663067-001-1) et 4718 (Numéro de rapport : 134665071-001-1).

1/ contrôle de la rubrique 2160 indique 8 non-conformités majeures :

NCM 1 Art. 2.1 : Règle d'implantation et d'aménagement

Les distances d'implantation ne sont pas respectées

NCM 2 Art. 2.4.2 : Résistance au feu

L'étude technique de résistance au feu des bâtiments n'a pas été présentée

Art. 2.4.4 Désenfumage

- **NCM 3** Absence de système de désenfumage en partie haute des installations

- **NCM 4** : Absence d'exutoires à commande automatique ou manuelle

- **NCM 5** : Absence de contrôle de la fermeture des exutoires depuis le sol du local ou depuis la zone à désenfumer

- **NCM 6** : Absence des commandes d'ouverture manuelle à proximité des accès

NCM 7 Art. 4.3 : Moyen de secours contre l'incendie

Absence de l'appareil d'incendie pouvant fournir un débit minimum 60 m³/h pendant deux heures

NCM 8 Art. 4.4 : Prévention des incendies et explosions

Absence de rapport pouvant préciser les actions correctives à mettre en place

2/ contrôle de la rubrique 4718 indique 1 non-conformité majeure :

NCM 1 Art. 4.2. : Moyens de lutte contre l'incendie

Absence d'un poste d'eau (bouches, poteaux...), public ou privé, implanté à moins de 200 mètres du stockage

L'exploitant précise être dans l'incapacité de lever toutes ces non-conformités, et a donc réduit ses activités dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature des installations classées. Suite aux sur la situation administrative de l'installation (point n°1), les prescriptions de l'arrêté ministériel ne s'appliquent pas.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I 2.5

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'accès

Prescription contrôlée :

Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions sont prises afin que les

personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction, etc.).
Constats : L'inspection a constaté que le site est clôturé sur tout son périmètre et est fermé par un portail afin de limiter les accès à l'établissement à toute personne étrangère à l'installation. Toutefois, suite aux sur la situation administrative de l'installation (point n°1), les prescriptions de l'arrêté ministériel ne s'appliquent pas.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I §4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant, correctement répartis sur la superficie à protéger et appropriés aux risques, notamment : - un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux en nombre défini en fonction des sinistres potentiels, d'un débit minimum de 60 m3/h chacun pendant deux heures), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes d'une capacité en rapport avec le sinistre potentiel à combattre, au minimum de 120 m3 ; la combinaison de ces moyens est possible, sous réserve de pouvoir disposer d'une ressource globale de 60 m3/h pendant deux heures exploitable par les engins de pompe ; - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; [...] Les dispositifs de lutte contre l'incendie sont correctement entretenus et maintenus en bon état de marche. Ils font l'objet de vérifications périodiques au moins annuelles.
Constats : Le rapport de l'APAVE précise qu'il n'y a pas d'appareil d'incendie pouvant fournir un débit minimum 60 m3/h pendant deux heures. Des extincteurs sont présents sur le site et notamment dans le silo. L'inspection a vérifié par sondage, un extincteur présent dans le silo : celui-ci a été vérifié en juin 2025 par la société EUROFEU services. L'inspection a également constaté la présence d'une rampe d'aspersion sur la cuve de gaz.

Toutefois, suite aux sur la situation administrative de l'installation (point n°1), les prescriptions de l'arrêté ministériel ne s'appliquent pas.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-75-1

Thème(s) : Risques accidentels, Opérations

Prescription contrôlée :

I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

1° La mise à l'arrêt définitif ;

2° La mise en sécurité ;

3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

4° La réhabilitation ou remise en état.

III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

[...]

Constats :

L'inspection a constaté que le site est entièrement clôturé et fermé par un portail. Le site étant toujours en exploitation, le responsable silos de Goulens passe régulièrement (plusieurs fois par semaine) pour la surveillance des installations.

L'exploitant indique que la cuve de gaz devrait être démantelée. Elle est située dans un périmètre clôturé, et PRIMAGAZ assure les contrôles de sécurité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie la mise en sécurité de la cuve de gaz.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois